

Pour se libérer de leur obsession doctrinaire du déficit, le ministre des Finances et les conservateurs sont prêts à forcer l'économie canadienne à marquer le pas. Ils sont prêts à voir des dizaines de milliers de chômeurs dans notre pays. Ils sont prêts et même déterminés à imposer aux Canadiens—en plus du sacrifice des taux d'intérêt sans précédent qui sont en vigueur depuis le 4 juin—un taux d'inflation d'au moins 10 p. 100 et à augmenter les impôts. Il est sûr qu'on ne prend pas le pouls de l'économie canadienne uniquement d'après le déficit prôné par le gouvernement. Ce qui est important, c'est aussi la tenue de l'économie que l'on mesure d'après des paramètres tels que la croissance de l'emploi, la croissance économique et le coût de la vie. Ce n'est pas le résultat qu'aura le budget d'hier soir. On a préféré à ces paramètres une théorie qui a été discréditée ou au moins sérieusement mise en doute à la suite de l'amère expérience du gouvernement conservateur de R. B. Bennett dans les années 30.

L'exposé budgétaire reconnaît que le déficit du gouvernement et la dette nationale cumulative doivent être examinés et mesurés, non pas simplement en termes absolus, de milliards de dollars, mais en fonction de ce qu'ils représentent en pourcentage du produit national brut. La dette nationale à l'heure actuelle représente en fait une proportion moindre du produit national brut que du temps du dernier gouvernement conservateur dans les années 60.

Les projections mêmes du gouvernement qui accompagnent le budget révèlent que les impôts plus élevés dont on veut frapper les Canadiens à moyens et faibles revenus auront un effet limité sur la taille du déficit budgétaire du gouvernement, soit la différence entre ses dépenses et ses recettes; il passera de 11 à 9 milliards à peu près en 1984. En passant, il est significatif—peut-être pas trop, j'espère—que toutes les prévisions conservatrices s'arrêtent en 1984, année fatidique entre toutes. J'espère que les prédictions associées à l'année 1984 ne se réaliseront pas suite à la mauvaise administration et à l'inertie du gouvernement conservateur que laisse entrevoir l'exposé budgétaire d'hier soir.

Cette nouvelle réduction des besoins de trésorerie que prévoit le gouvernement, en plus de la réduction de son déficit budgétaire, sera effectuée au moyen d'initiatives qui ne sont nettement pas, d'après la documentation budgétaire, des utilisations non-budgétaires de prêts et de placements du gouvernement ainsi que de la caisse de pension de ses employés. Néanmoins, le gouvernement réclame aux Canadiens un prix bien lourd pour tout cela, soit des impôts plus élevés, moins d'emplois, une croissance économique ralentie et une inflation accrue. Avant les élections, les conservateurs prétendaient qu'ils réduiraient le déficit du gouvernement non pas en augmentant les impôts, mais en réduisant les dépenses. Ils laissent les dépenses augmenter de 10 p. 100, une proportion plus

### Budget—M. Gray

élevée que l'objectif que se proposaient les libéraux. Sauf erreur, leur objectif était d'environ 8 p. 100.

Les conservateurs promettent de réduire les dépenses. Ils reprochaient aux libéraux d'avoir laissé les dépenses grimper trop haut et trop vite, mais ils avouent qu'ils dépenseront encore davantage.

**Une voix:** Une autre volte-face!

**M. Gray:** Oui, une autre volte-face. Au lieu de réduire les dépenses comme ils l'avaient promis, ils cherchent à se débarasser de leur étrange obsession du déficit en augmentant les impôts même s'ils ont promis de faire le contraire. Ils avaient promis de réduire les impôts des contribuables canadiens de 2.5 milliards dans le premier budget. Le budget est déficitaire sur le plan de ses répercussions favorables sur les Canadiens. Comme premier budget, c'est un grand zéro. Il augmente les impôts des particuliers d'une façon injuste et rétrograde.

● (1600)

La hausse de la taxe d'accise sur l'essence frappe le plus durement les Canadiens à faibles et moyens revenus. Elle n'est pas liée à la capacité de payer. Ces taxes toucheront le marchand de Water Street à Saint-Jean, autant que l'ouvrier de Windsor et de Hamilton.

La capacité de payer n'est certes pas la même pour les deux groupes concernés. Cette taxe ne tient absolument pas compte du fait que beaucoup de gens sont obligés de se servir de leur voiture pour se rendre au travail ou pour gagner leur vie, puisqu'il n'y a pas d'autre moyen pratique, de transport en commun.

**Des voix:** Bravo!

**M. Gray:** Si le gouvernement veut encourager l'utilisation du transport en commun, alors le budget qu'il a présenté hier soir révèle une drôle de façon de le faire puisqu'il impose maintenant la taxe d'accise sur l'essence utilisée par les compagnies de transport en commun. A part la taxe d'accise, la majoration de l'essence et de l'huile de chauffage est l'équivalent d'un nouvel impôt. Oui, un nouvel impôt. Cette majoration enlève de l'argent aux gens tout comme l'aurait fait un nouvel impôt, et je trouve que nous avons déjà suffisamment d'impôts à payer.

Le gouvernement dit qu'il impose cette hausse de prix et cette majoration de la taxe d'accise pour encourager l'économie d'énergie. Toutefois, pour des millions de Canadiens, c'est une affirmation ridicule. Notre climat leur impose de brûler une certaine quantité de mazout pour chauffer suffisamment leur maison. Les distances à parcourir chez nous et l'insuffisance du transport en commun les obligent à se servir de leur voiture pour se rendre au travail autant qu'ils le font à l'heure actuelle.